



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/54/167
25 février 2000

Cinquante-quatrième session
Point 116, *b*, de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/54/605/Add.2)]

54/167. Protection et assistance en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays

L'Assemblée générale,

Profondément préoccupée par le nombre alarmant de personnes déplacées, partout dans le monde, et par le fait que la protection et l'assistance qu'ils reçoivent laissent à désirer, et consciente du grave problème qui en résulte pour la communauté internationale,

Ayant conscience que le problème des personnes déplacées met en jeu les droits de l'homme et une dimension humanitaire et qu'il oblige les États et la communauté internationale à étudier les méthodes et moyens qui leur permettraient de mieux répondre aux besoins de ces personnes en matière de protection et d'assistance,

Rappelant les normes pertinentes des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, du droit international humanitaire et de ce qui est par analogie le droit des réfugiés, et insistant sur la nécessité d'en améliorer l'application en ce qui concerne les personnes déplacées,

Rappelant également que la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme le 25 juin 1993¹, insiste sur la nécessité d'élaborer à l'échelle mondiale des stratégies visant à remédier au problème des personnes déplacées,

Déplorant les pratiques auxquelles donne lieu le déplacement forcé de populations, en particulier le nettoyage ethnique, et l'effet préjudiciable qu'elles ont sur l'exercice des droits fondamentaux par de vastes groupes de population,

¹ A/CONF.157/24 (Partie I), chap. III.

Notant que le représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays a déjà progressé dans l'élaboration d'un cadre juridique, l'analyse des mécanismes institutionnels, l'établissement d'un dialogue avec les gouvernements et la publication d'une série de rapports décrivant la situation dans certains pays déterminés et proposant des mesures visant à y remédier,

Se félicitant de la coopération qui s'est instaurée entre, d'une part, le représentant du Secrétaire général et l'Organisation des Nations Unies et, d'autre part, diverses organisations internationales et régionales, en particulier de la participation du représentant du Secrétaire général aux réunions du Comité permanent interorganisations et de ses organes subsidiaires, et encourageant le renforcement de cette collaboration en vue de l'adoption de meilleures stratégies d'assistance, de protection et de développement en faveur des personnes déplacées,

Se félicitant également de la publication et de la large diffusion de la compilation et de l'analyse des normes juridiques établies par le représentant du Secrétaire général², notamment des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays³,

Rappelant sa résolution 52/130 du 12 décembre 1997,

1. *Prend note* du rapport du représentant du Secrétaire général chargé de la question des personnes déplacées dans leur propre pays⁴;

2. *Félicite* le représentant du Secrétaire général de l'action qu'il a menée jusqu'ici, malgré les ressources limitées dont il dispose, et du rôle de catalyseur qu'il continue de jouer pour sensibiliser davantage l'opinion au sort des personnes déplacées;

3. *Encourage* le représentant du Secrétaire général à poursuivre son analyse des causes du déplacement de personnes dans leur propre pays, des besoins de ces personnes, des moyens de leur assurer une protection et une assistance accrues, des mesures propres à prévenir un tel déplacement ainsi que des diverses solutions pouvant être envisagées, y compris le retour des intéressés dans des conditions de sécurité;

4. *Encourage également* le représentant du Secrétaire général à continuer d'accorder une attention particulière aux besoins des femmes et des enfants en matière de protection et d'assistance, compte tenu de l'objectif stratégique pertinent défini dans la Déclaration et le Programme d'action de Beijing de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes⁵;

5. *Accueille avec satisfaction* l'étude réalisée par le représentant du Secrétaire général en vue de promouvoir une stratégie globale visant à offrir une meilleure protection aux personnes déplacées et à leur assurer une assistance et des possibilités de développement accrues⁶;

² E/CN.4/1998/53 et Add.1 et 2.

³ E/CN.4/1998/53/Add.2.

⁴ Voir A/54/409.

⁵ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

⁶ Roberta Cohen et Francis M. Deng, *Masses in Flight: The Global Crisis of Internal Displacement* (Washington, Brookings Institution Press, 1998).

6. *Prend note* du fait que le représentant du Secrétaire général, se fondant sur la compilation et l'analyse des normes juridiques qu'il a effectuées, a élaboré un cadre général pour la protection des personnes déplacées, notamment des Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays³;
7. *Se félicite* que le représentant du Secrétaire général ait utilisé les Principes directeurs dans son dialogue avec les gouvernements et avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et lui demande de poursuivre ses efforts à cet égard;
8. *Note avec satisfaction* que les organismes des Nations Unies, les organisations régionales et non gouvernementales utilisent les Principes directeurs dans leurs travaux, et en encourage la diffusion et l'application;
9. *Demande* à tous les gouvernements de continuer à faciliter les activités du représentant du Secrétaire général, en particulier les gouvernements des pays où existent des cas de déplacement de personnes, et les encourage à envisager sérieusement de l'inviter à se rendre dans leurs pays afin qu'il puisse y étudier et analyser plus en détail les problèmes qui se posent, et remercie les gouvernements qui l'ont déjà fait;
10. *Invite* les gouvernements à examiner avec toute l'attention voulue, en concertation avec le représentant du Secrétaire général, les recommandations et suggestions que celui-ci leur a adressées, conformément à son mandat, et à l'informer des mesures prises pour y donner suite;
11. *Engage* tous les organismes compétents des Nations Unies en matière d'aide humanitaire et de développement à renforcer leur collaboration avec le représentant du Secrétaire général en élaborant des cadres de coopération, par l'intermédiaire, notamment, du Comité permanent interorganisations, qui permettent d'assurer la protection des personnes déplacées et de leur offrir une aide et des possibilités de développement, et à lui apporter toute l'assistance et tout le soutien possibles;
12. *Se félicite* des efforts faits pour établir un système mondial d'information sur les personnes déplacées, comme l'a recommandé le représentant du Secrétaire général, et encourage les membres du Comité permanent interorganisations à continuer de collaborer à ces efforts;
13. *Prie* le Secrétaire général d'offrir à son représentant toute l'assistance voulue pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat;
14. *Prie* le représentant du Secrétaire général d'établir un rapport sur l'application de la présente résolution, qu'elle examinera à sa cinquante-sixième session;
15. *Décide* de poursuivre à sa cinquante-sixième session l'examen de la question de la protection et de l'assistance en faveur des personnes déplacées dans leur propre pays.